



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'ethnisation des luttes pour le pouvoir local en Bolivie. La conquête du monde rural dans le Nord Potosí

Claude LE GOUILL

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine (IHEAL), centre de recherche et de documentation des Amériques (CREDA), IHEAL-CREDA, 28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris
e-mail : claudelegouill@yahoo.fr

Résumé – Si les victoires électorales d'Evo Morales ont confirmé la force du mouvement rural bolivien, celui-ci n'en reste pas moins divisé. Dans les Andes, l'organisation indigène des *ayllus* affronte l'organisation paysanne syndicale pour le contrôle du monde rural. Ce dualisme organisationnel repose, dans un premier temps, sur des processus historiques différents, structurés à partir de la réforme agraire de 1953. Il s'amplifie par la suite dans l'élaboration de discours identitaires et la construction d'une « frontière symbolique » entre les deux organisations, dont la finalité est la conquête du pouvoir politique et la gestion des projets de développement. Chacune d'elle tisse dès lors ses propres réseaux avec les organisations non gouvernementales et les partis politiques, non sans créer des tensions avec le gouvernement d'Evo Morales entre le « politique » et l'« organique ». A partir de l'exemple de la région du Nord Potosí, ce travail permet ainsi de décrypter les processus politiques et identitaires actuels que traverse la Bolivie. Le pays est en effet entré dans un profond « processus de changement » dans lequel les organisations sociales sont moteur et s'affrontent dans la définition de ce changement.

Mots-clés : Bolivie, paysannerie, indigénisme, politique, développement

Ethnicization of struggles for local power in Bolivia. The conquest of the rural area in Northern Potosí

Summary – Evo Morales's electoral victories have confirmed the power of the Bolivian rural movement, but it still stays divided. In the Andes, the Aylus indigene organization fight against the rural union organization for the control of the rural world. This dualism is based on different historical processes structured from the 1953's agrarian reform. Then it grows with the elaboration of identity discourses and the constructing of a "symbolic boundary" between the two organizations, whose purpose is the conquest of the politic power and the gestion of development projects. Both of them weaving its own networks with non-governmental organizations and political groups, it creates tensions with Evo Morales' government between "politic" and "organic". Based on the Northern Potosí's example, this work allows the decrypting of actual political and identitary processes Bolivia is going through. Indeed, the country is now in a deep change process in wich the social organizations are the main characters but fight each other defining this process.

Keywords: Bolivia, peasantry, indigenism, politics, development

Classification JEL : C93, J5, Q15

1. Introduction

Les victoires du syndicaliste paysan-indigène Evo Morales aux élections présidentielles de 2005 et 2009 ont confirmé le changement social qui secoue la Bolivie. Si l'on peut y voir le « réveil indien », ou encore la revanche des campagnes sur les villes, le « Pacte d'Unité », réunissant les organisations sociales rurales, n'est cependant pas exempt de tensions. Celles-ci résident dans l'opposition entre l'organisation précoloniale de l'*ayllu*¹ (structure territoriale et sociale de base andine) et l'organisation syndicale paysanne née de la réforme agraire de 1953. Chacune possède sa structure nationale, avec pour la première, le Conseil national des *Ayllus* et *Markas* du *Qollasuyu* (CONAMAQ) et, pour la seconde, la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB). Alliées au sein du « Pacte d'Unité », elles connaissent un fort antagonisme – exacerbé aujourd'hui au sein du gouvernement du Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales – dans leur lutte pour la définition d'un programme de développement rural. Chaque organisation possède en effet ses propres projets, issus de deux courants intellectuels et politiques en concurrence, l'indianisme et le marxisme. D'un côté, le CONAMAQ fait de l'« Autonomie Indigène Originnaire Paysanne » (AIOC)² son cheval de bataille, afin de répondre à l'idéal d'« autogouvernement » de l'*ayllu*. A travers celui-ci, il cherche à reconstituer l'idéal de « démocratie communautaire » avec le *thakhi*³ et le *muyu*⁴, et de « collectif » par la propriété collective de la terre (bien que la gestion en soit privée et familiale), mais aussi l'idéal de gestion des ressources naturelles par la reconstitution de la « verticalité andine »⁵. Le syndicat CSUTCB, de son côté, freine ce processus d'indianisation en renouant avec une vision plus classiste, s'appuyant sur le développement productif de la petite propriété agricole. Il est ainsi le principal artisan du projet de « décennie productive », impulsé avec le gouvernement en 2010, que par ailleurs le CONAMAQ a également signé. Si les moyens diffèrent, la fin « développementaliste » reste la même. Quels sont dès lors les antagonismes qui divisent ces deux organisations ? Afin de répondre à cette question, nous nous pen-

¹ L'*ayllu* est l'unité territoriale, sociale et symbolique de base andine. Il rassemble un certain nombre de communautés sur un territoire avec son propre système d'organisation. Selon le système segmentaire reconnu aujourd'hui par les organisations indigènes, plusieurs *ayllus* formaient à leur tour une *marka* et plusieurs *marka*, une nation. Cette structure s'est maintenue dans certaines régions de Bolivie et connaît aujourd'hui un processus de « reconstitution » mené par les organisations indigènes.

² La notion juridique d'AIOC englobe les différents termes utilisés pour décrire les organisations rurales, qu'elles soient « indigènes », « originaires » (des *ayllus*) ou « paysannes » (syndicales), afin d'éviter les conflits et intégrer l'ensemble de ces catégories au processus d'autonomie. La CSUTCB se montre cependant frileuse sur ce thème, de crainte que cette nouvelle ethnicisation ne favorise le CONAMAQ.

³ Le *thakhi* est le traditionnel « chemin des charges » communales.

⁴ Le *muyu* est la rotation des charges d'autorité entre les différentes entités territoriales au sein d'une unité supérieure. S'il est aujourd'hui valorisé comme un élément fondamental de l'organisation andine, il ne se serait généralisé qu'au XVIII^e siècle.

⁵ Chaque *ayllu* avait un accès à des terres à la fois de *puna* (altitude) et de vallée, selon le concept de « verticalité andine », afin de « contrôler un maximum d'étages écologiques » dans le but de varier la production agricole (Murra, 1975). Olivia Harris (1987), quant à elle, défend le concept d'« économie ethnique » afin de valoriser les échanges familiaux entre les terres de *puna* et de vallées.

cherons sur le cas de la région du Nord Potosí, située dans le département du même nom. Cette région est considérée comme l'une des régions andines les plus traditionnelles de Bolivie depuis que de nombreux anthropologues et historiens l'ont adoptée comme terrain de recherche. Ces derniers ont décrit, et parfois sublimé, la structure segmentaire précoloniale de l'*ayllu* qui s'est maintenue grâce à un processus de syncrétisme organisationnel, c'est-à-dire par une adaptation constante de la gestion andine de l'espace avec les reconfigurations administratives territoriales impulsées par la Colonie, puis par la République (Harris, 1987 ; Platt, 1999).

Si le syndicalisme émerge avec la réforme agraire en 1953, le conflit autour du dualisme organisationnel n'est apparu véritablement qu'en 1993, avec la naissance de la Fédération des *Ayllus*, Originaires et Indigènes du Nord Potosí (FAOINP), à partir de laquelle naît le CONAMAQ en 1997, comme concurrente directe de la Fédération syndicale unique des travailleurs paysans du Nord Potosí, affiliée à la CSUTCB. Pour saisir la teneur de ce dualisme, nous nous appuyons sur une enquête de terrain⁶, menée depuis 2006 auprès des représentants de ces deux organisations ainsi que dans différentes municipalités du Nord Potosí. Cette région se caractérise en effet par son fort conflit organisationnel, attisé par la diversité géographique entre les terres d'altitude (*puna*) et les terres de vallées, ainsi que par la richesse de ses mines d'étain à partir desquelles se développe un puissant syndicalisme minier. Ces différences géographiques entraînent des processus historiques distincts et une socialisation différenciée des principaux dirigeants paysans-indigènes. Chaque organisation possède ses propres idéologies et leaders, tant au niveau national que régional. Ce sont eux qui y définissent les orientations dans un discours toujours plus politisé. L'enquête de terrain, à travers un long processus d'intégration à la vie de ces organisations, s'est ainsi avérée être la solution appropriée pour appréhender un monde rural en pleine transformation politique et économique. Elle nous a permis de dépasser une lecture limitée au conflit historique entre l'urbain et le rural, au profit de l'analyse d'un conflit pour le contrôle du monde rural lui-même. Celui-ci ne peut cependant s'expliquer qu'à partir des dynamiques politiques les plus récentes : il s'enracine dans des dynamiques historiques différenciées, que l'enquête a dû reconstituer. Nous analyserons ainsi ces deux organisations, non pas comme deux antagonismes, à la manière du dualisme communauté/société de Tönnies, mais comme l'effet d'un processus structurel socio-historique (section 2) qui se matérialise par une tension organisationnelle permanente autour de la construction des identités et de la définition du champ régional du pouvoir (section 3).

⁶ Notre enquête repose sur des entretiens permettant la reconstitution historique des conflits et sur l'observation de congrès politiques et réunions interinstitutionnelles. La création de liens de confiance avec les militants des organisations sociales a permis de récolter des histoires de vie, de participer aux réunions et débats internes, de décrypter les relations de pouvoir, loin des discours conventionnels établis. Les entretiens ont été réalisés à la fois avec des autorités actuelles et passées de ces organisations, au niveau local, régional et national, ainsi qu'avec les militants de base lors d'une étude prolongée dans l'*ayllu* Chiro, l'*ayllu* ayant connu le conflit le plus violent dans le Nord Potosí.

2. Les dynamiques structurelles du dualisme organisationnel régional

Avant de faire l'analyse des dynamiques locales observées lors de l'enquête de terrain, il faut revenir brièvement sur les facteurs historiques qui ont favorisé l'apparition de trajectoires différenciées au sein des organisations du Nord Potosí. Au fil des entretiens, ces facteurs se sont avérés multiples. Ils sont de type structurel (réforme agraire) et idéologique (katarisme). Ils répondent aussi à des propositions et des intérêts nationaux et internationaux soutenus aussi bien par des institutions publiques que des organisations non gouvernementales.

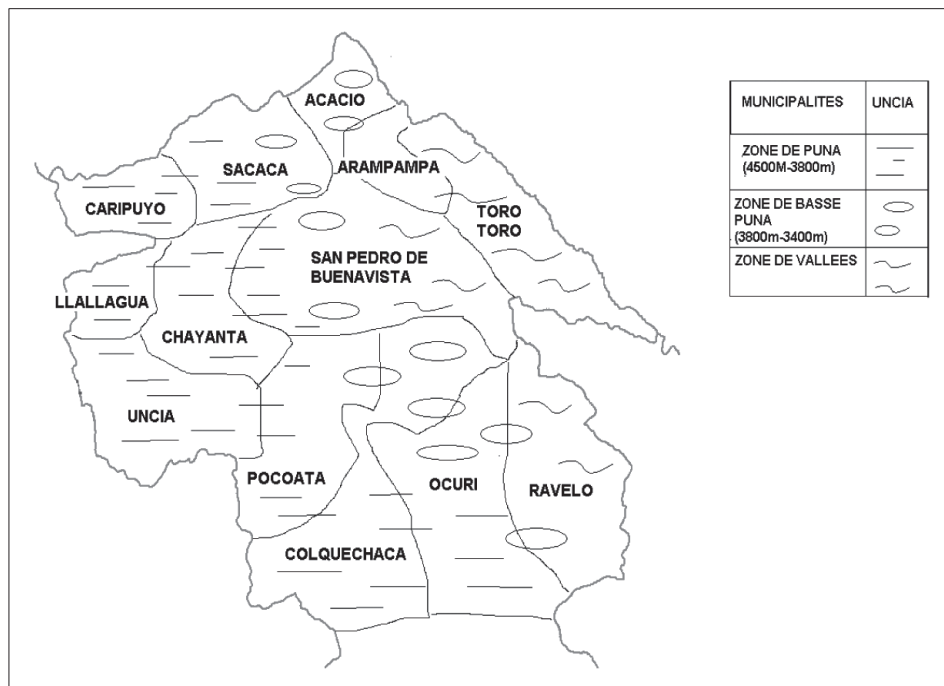
2.1. La réforme agraire et le syndicalisme

Jusqu'à la réforme agraire de 1953, le monde rural n'avait bénéficié d'aucune loi en sa faveur ni d'aucune politique de développement. Dans la *puna* d'altitude, les « communautés libres » des *ayllus* ont connu de fortes mobilisations afin de maintenir leurs terres collectives en échange d'un impôt versé à l'Etat, le tribut (Platt, 1982). Dans les riches vallées au contraire, les *haciendas*, les grandes propriétés terriennes où travaillait la main d'œuvre indigène (les *peones*), connurent un développement significatif dès l'arrivée espagnole. Malgré cette forme de domination patronale, les vallées ne connurent que très peu de révoltes. La révolution nationale de 1952, menée par le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), a débouché sur la déclaration de la réforme agraire en 1953 pour l'ensemble des terres occidentales du pays, les terres de l'Orient n'ayant pas été touchées par ce processus. Cette réforme lance un nouveau mode de relation entre l'Etat et les paysans en Bolivie, basé sur de nouveaux principes. Elle vise au développement capitaliste de l'agriculture bolivienne par l'intégration de l'« Indien » comme « paysan » à la société bolivienne, au travers d'une politique indigéniste de métissage de la population⁷. Cette intégration au capitalisme passe par le démantèlement des *haciendas*, au travers de la conversion des communautés de *peones* en syndicats paysans de petits exploitants devant promouvoir la redistribution des terres. San Pedro de Buena Vista devient le centre régional du pouvoir syndical (carte 1).

Le syndicalisme paysan est le produit direct de la réforme envisagée par le MNR en termes économiques et sociaux, et non ethniques. Sa structure ne fait aucune référence aux territoires pré-coloniaux et se rattache aux divisions administratives républicaines. Celles-ci reposent cependant souvent sur la structure segmentaire andine, ce qui permet une certaine continuité territoriale, et donc identitaire, entre la structure syndicale et la structure traditionnelle. Dans de nombreuses provinces, autorités syndicales et autorités traditionnelles cohabitent sans tension jusqu'à la création de la FAOINP en 1993.

⁷ L'indigénisme bolivien du MNR reprend les fondements de l'indigénisme mexicain du début du XX^e siècle par sa volonté d'incorporer les vertus culturelles indigènes à l'identité nationale afin d'améliorer la « race bolivienne ». Paradoxalement, cette valorisation du « fait indigène » aboutit à une homogénéisation de la société bolivienne par la non-reconnaissance de différenciation culturelle propre aux peuples indigènes.

Carte 1. Carte des municipalités et des étages écologiques du Nord Potosi



Source : Claude Le Gouill

S'il adopte un discours de classe, le syndicalisme paysan est cependant loin d'être homogène à ses débuts. Les premiers dirigeants sont ainsi des partisans du MNR, pour la plupart d'anciens mineurs issus des grands centres d'étain régionaux de Llallagua-« SIGLOXX ». Originaires des vallées du Nord Potosí, ceux-ci retournent dans leurs communautés à partir de 1953 afin d'y impulser la syndicalisation, à partir de leur expérience ouvrière, et de contrôler par la même occasion la nouvelle structure organisationnelle (Harris et Albó, 1984). A côté des mineurs, on retrouve également d'anciens *peones* d'*haciendas* ayant intégré le marché économique et cherchant à se séparer de la tutelle de l'*hacendado*, le propriétaire de l'*hacienda*. Tous se déclarent cependant « paysans » à partir de 1953, afin d'intégrer et d'accéder aux postes supérieurs de la structure syndicale. Une partie de l'élite urbaine métisse⁸ des villages coloniaux, composée en majorité de propriétaires terriens et de commerçants, se rattache également au MNR et au syndicat afin de conserver son pouvoir.

⁸ Selon Roger Rasnake (1985, p. 45), être métis ne se réfère pas à la « race », mais bien à une identité et à l'adoption de la culture « occidentale », conférant un statut social afin de se démarquer de l'« Indien ». Il s'agit le plus souvent de la population urbaine des villages, qui se construit une identité « métisse » afin de se démarquer des communautés indigènes. Jusqu'à la Loi de participation populaire de 1994, c'est cette population qui dirigeait, dans la grande majorité des cas, la politique locale et régionale. Nous utiliserons ici indifféremment les termes « élites locales », « métis » ou « population urbaine », sans oublier le construit social qui se cache derrière ces nominations.

Malgré un fort encadrement du MNR et un « métissage par le haut », ce processus rencontre un certain succès auprès des *peones* des vallées qui cherchent à se distinguer eux-mêmes de l'« Indien » des *ayllus*, et qui voient dans l'identité paysanne un discours permettant de faire face à la discrimination dont ils souffrent de la part des élites locales (Gordillo, 2000). Le statut de « paysan » est ainsi « assumé » par la population rurale comme une ascension sociale. Celle-ci reste cependant subordonnée à ses nouveaux dirigeants engagés dans une lutte radicale, et parfois violente, pour le contrôle de l'organisation. La plupart des premiers dirigeants syndicaux du Nord Potosí sont en effet assassinés par des fractions rivales. Cette quête du pouvoir amène ces nouveaux cadres de la paysannerie à s'allier jusqu'à la fin des années 1970 avec les différents gouvernements, qu'ils soient civils ou militaires, allant jusqu'à former le « Pacte Militaire-Paysan » avec le dictateur Barrientos en 1964. A l'inverse, dans la *puna* (municipalités de Llallagua, Uncia, Chayanta), où la faible fertilité des terres avait freiné le développement des *haciendas*, le syndicalisme n'émerge qu'à partir de la sécheresse de 1983, laissant aux *ayllus* une certaine autonomie.

2.2. L'identité comme discours politique : du « paysan » à l'« indigène »

Après la réforme agraire de 1953, il faut attendre les années 1960-1970 pour voir resurgir un discours ethnique avec les leaders indianistes⁹ et kataristes¹⁰. Ces derniers parviennent à gagner une forte légitimité par leur opposition au « Pacte Militaire-Paysan » et en s'ouvrant à la « question indigène » qui prend en compte la dimension culturelle de l'exploitation de la paysannerie¹¹. Présent principalement dans le département de La Paz, le courant katariste parvient à conquérir la centrale syndicale officielle liée aux régimes militaires, avant de former sa propre confédération syndicale en 1979, la CSUTCB.

Cette indianisation du discours exprime l'épuisement du modèle de développement promu par le gouvernement national du MNR et la réforme agraire (Le Bot, 1994). L'ethnicité apparaît ainsi comme une « réaction à la frustration d'aspirations induites par l'intériorisation des normes de réussite sociale dont la réalisation se trouverait bloquée par des pratiques discriminatoires en vigueur dans cette même société » (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995, p.150). Originaires des campagnes mais vivant dans les centres urbains, ces leaders entreprennent de construire une nouvelle identité qui « se différencie des identités ethniques des groupes territoriaux par son caractère globalisateur en diminuant les particularismes régionaux et locaux avec la définition d'un adversaire macro-social » (Calla Ortega, 1993, p. 62). Les identités macro-régionales « aymaras » et « quechuas » qui en sont issues paraissent dès lors opposées à la dynamique identitaire segmentaire andine, mais elles

⁹ Le mouvement indianiste naît dans les années 1960 sous l'impulsion de Fausto Reinaga. Il s'agit d'un courant radical andin faisant l'apologie des formes d'organisation précoloniales.

¹⁰ Le courant katariste, en référence au héros indigène Tupak Katari, émerge dans les années 1970 à La Paz, à la fois contre l'exploitation économique et contre le « colonialisme interne » dont sont victimes les Aymaras et les Quechuas de l'altiplano. Il marque ainsi une volonté de combattre cette « double oppression » dans le cadre d'un nouveau syndicalisme indépendant de l'Etat.

¹¹ Cela est clairement exposé par le mouvement katariste en 1973 dans le dénommé « Manifeste de Tiwanaku » à travers l'idée de la « double oppression », à la fois économique et culturelle, de la paysannerie.

marquent cependant une première tentative du secteur rural de s'extirper de sa subordination à travers un discours ethnique.

Malgré le rétablissement de la démocratie en 1982, l'implantation des dénommées politiques « néo-libérales »¹² en 1985 entraîne une nouvelle délégitimation du champ politique à gauche, qu'il s'agisse des partis politiques ou des syndicats ouvriers et paysans. Afin d'impulser un renouveau démocratique dans la CSUTCB, une branche indigéniste katariste propose d'intégrer les autorités des *ayllus* à l'organisation syndicale. Ce processus est cependant bloqué par les partis de gauche, soucieux de maintenir une idéologie « classiste » au sein de l'organisation, immobilisant pour plusieurs années le processus d'ethnisation du syndicat paysan.

L'enquête de terrain dans le Nord Potosí révèle une autre dynamique que dans le département de La Paz. Les communautés rurales y sont restées sous le contrôle de la droite conservatrice jusqu'à la fin des années 1970. Se sont ainsi les partis de gauche, et non le katarisme, qui impulsent le processus d'indépendance syndicale afin de s'implanter dans le monde rural. En 1976, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), parti de gauche chrétienne fondé sous le régime de Hugo Banzer (1971-1978), crée l'Institut polytechnique Tomás Katari (IPTK). Le but de l'IPTK est de développer une organisation syndicale régionale indépendante par la formation politique de cadres issus de la paysannerie. Celle-ci est fondée en 1979 sous le nom de Fédération syndicale unique des travailleurs paysans du Nord Potosí. Le syndicalisme régional prend dès lors une connotation plus revendicative, intègre la CSUTCB, mais reste lié aux partis politiques du MIR, puis de l'une de ses scissions, le Mouvement Bolivie libre (MBL).

A partir de la sécheresse de 1983, le syndicat paysan se développe dans les terres de *puna* (Llallagua, Uncia, Chayanta) où prédominent les *ayllus* et devient un espace d'où émergent de nouveaux leaders. Le mouvement katariste s'y implante, notamment sous l'influence de Walter Reinaga, neveu de l'indianiste Fausto Reinaga, originaire de Macha dans le Nord Potosí. Ces nouveaux leaders syndicaux voient dans ce courant une opportunité d'articuler l'organisation syndicale à celle de l'*ayllu*. En 1986, est créé le *Centro Marka*, comme bras technique et politique du mouvement katariste. Il vise la consolidation du *leadership* de nouveaux dirigeants syndicaux et la formation politique de jeunes de l'Université ouvrière « SIGLOXX » de Llallagua, réunis dans le groupe des Universitaires kataristes de libération (UKAL). Le *Centro Marka* joue ainsi un rôle équivalent à celui de l'IPTK, bien que doté d'une vision plus culturelle et développementiste.

Cette dynamique katariste du Nord Potosí donne naissance, en 1987, à une « thèse politique »¹³, présentée par le Front social Tomás Katari (FSTK), sur la

¹² En 1985, le gouvernement du MNR, encouragé par le Fonds monétaire international (FMI), impulse une série de privatisations. La gauche traditionnelle se voit dès lors perdre son principal allier, les mineurs, par la fermeture des mines d'Etat. Elle subit de plus de fortes critiques pour n'avoir pas su répondre aux attentes sociales depuis son arrivée au pouvoir en 1982. De nombreux intellectuels qualifient les décrets de 1985 comme l'entrée de la Bolivie dans le « néo-libéralisme », marquant le passage d'une lutte « classiste » impulsée par les mineurs à une lutte plus « ethnique » dirigée par les organisations rurales.

¹³ Comparable au Manifeste de Tiwanaku, adopté par le mouvement katariste de La Paz en 1973.

nécessité d'intégrer les autorités originaires dans le syndicat afin de modifier de l'intérieur la structure de l'organisation. Cette thèse s'inscrit également dans un processus plus large de refondation politique du pays sur des bases ethniques. En 1993, lors d'un congrès de la Fédération syndicale, les kataristes se heurtent aux syndicalistes liés aux partis de la gauche et fondent leur propre organisation, la Fédération des *Ayllus*, Originaires et Indigènes du Nord Potosí (FAOINP).

Notre recherche nous a permis d'observer que le mouvement katariste régional du Nord Potosí a suivi un processus distinct à ceux d'autres régions. Alors qu'à La Paz il est au fondement de la naissance de la CSUTCB, dans le Nord Potosí il marque une rupture avec l'organisation syndicale en donnant naissance à la FAOINP, puis au CONAMAQ. Le katarisme naît ici d'un fort capital scolaire et technique et d'une socialisation de base à la structure de l'*ayllu*, que les nouveaux dirigeants utilisent comme « opérateur de distinction » (Bourdieu, 1994, p. 23). Ce courant n'est donc pas prôné par les autorités originaires elles-mêmes, mais par les nouveaux représentants syndicaux en recherche d'ascension sociale. Nous pouvons définir ici le capital technique comme l'ensemble des ressources techniques (en gestion, expertise, socialisation de projets,...), acquises au sein des ONG, permettant aux individus de construire leurs propres représentations du monde du développement et d'en être reconnus comme les garants. Le capital technique et le capital scolaire offrent ainsi une nouvelle légitimité à ces leaders et sont convertis par la suite en capital politique, c'est-à-dire en une forme de capital symbolique reconnaissant la capacité à intervenir dans le champ politique. Cette conversion leur permet de rivaliser, au sein du champ du pouvoir régional, avec les dirigeants syndicaux des vallées, dotés d'une solide expérience au sein du syndicat et des partis politiques.

Si le katarisme de La Paz constituait les prémices d'une nouvelle forme de mobilisation, c'est le katarisme du Nord Potosí qui en symbolise l'aboutissement en rompant avec la doctrine classiste par la création de la FAOINP¹⁴. Le retour aux formes communautaires des *ayllus* marque, en effet, une volonté de réinvention de la démocratie, locale et directe, en s'appuyant sur les identités territoriales qui se sont maintenues, ou en reconstituant certaines d'entre elles. Les revendications ne s'inscrivent plus dans la lutte pour le contrôle des moyens de production, mais dans une lutte pour la reconnaissance de la citoyenneté, des droits collectifs, des territoires indigènes et des identités culturelles. En ce sens, il constitue une critique du syndicalisme, dans ses formes de division classiste du monde social comme dans ses formes de représentations politiques : « *Le syndicalisme ne vient pas d'ici, il vient d'Europe. Il ne respecte pas nos us et coutumes et fait de la politique. Les dirigeants syndicaux peuvent rester de nombreuses années comme dirigeants. Dans l'ayllu, ce n'est pas possible. Nous respectons les us et coutumes du muyu (rotation des autorités) et du thakhi (chemin des responsabilités). On ne peut pas être autorité politique. Ce n'est pas une autorité politique* » (Boris Antonio Gabriel, *Mallku*¹⁵

¹⁴ Le mouvement indigène, indépendant du syndicalisme indigéniste de la CSUTCB, naît dans les années 1980 dans les Basses Terres avec la Confédération des peuples indigènes de l'Orient bolivien (CIDOB), soit avant le mouvement andin du « retour à l'*ayllu* » que la CIDOB a elle-même influencée.

¹⁵ Le *Mallku* est le nom de l'autorité traditionnelle au sein de l'organisation des *ayllus*, la FAOINP.

de la FAOINP durant la gestion 2009-2011). Il s'agit cependant d'un idéal, de nombreux leaders des *ayllus* et la FAOINP elle-même entretiennent des relations étroites, voir partisans, avec des partis politiques, comme nous le verrons par la suite.

2.3. Le rôle des ONG et des organismes internationaux pour la revalorisation des indigènes

L'histoire des mouvements sociaux boliviens est inséparable de celle de l'aide internationale et des ONG. Le Nord Potosí, en tant que région à la fois la plus « pauvre »¹⁶ et la plus « traditionnelle » de Bolivie, a reçu une aide toute « naturelle » de leur part.

Nous pouvons ici décrire deux phases de politiques de développement dans la région. La première est impulsée à la suite de la sécheresse de 1983. Le premier bénéficiaire de cette aide est la Fédération syndicale qui impulse la syndicalisation des campagnes, notamment dans les *ayllus* de la *puna*, afin de redistribuer l'aide alimentaire (Rivera, 1992). Elle parvient ensuite à signer des accords de coordination avec différentes institutions afin de devenir la principale administratrice des projets de développement. Ses projets se caractérisent par une forte vocation productiviste, visant à intégrer la production locale au marché économique à partir de l'assistance technique et l'appui à la gestion de l'agriculture. D'importantes infrastructures dans les domaines de l'éducation et de la santé sont également construites dans l'ensemble de la région.

La seconde phase intervient avec la mise en place des politiques indigénistes à la suite de la reconnaissance des droits indigènes au niveau international, notamment la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail signée par le gouvernement de Jaime Paz Zamora (1989-1993). L'aide internationale quitte dès lors la sphère productive et « institutionnalise un acteur ethnique » (Gros, 2002) au bénéfice cette fois de la FAOINP. Celle-ci reçoit dès sa création de nombreux appuis institutionnels. En 1996, l'Etat met en œuvre la Loi de réforme agraire, rédigée par l'« Institut national de réforme agraire » (dite la Loi INRA), reconnaissant la territorialisation indigène « précoloniale » à travers la figure juridique des Terres communautaires d'origine (TCO). La Fédération syndicale, se sentant menacée par cette ethnicisation des territoires, s'oppose à cette loi. De son côté, la FAOINP la défend doublement en y voyant une stratégie de « reconstitution des *ayllus* » et une possibilité d'appropriation des ressources naturelles permettant une nouvelle source de revenu pour le développement. La loi INRA devient un instrument auquel recourt l'organisation des *ayllus* pour gagner de nouveaux espaces de pouvoir face à l'organisation concurrente. De nouvelles institutions, chargées de la mise en place de cette loi, s'implantent dans la région et deviennent rapidement les principaux financiers et gestionnaires du processus de « reconstitution des *ayllus* », à travers la formation de leaders et des projets de « développement avec identité » dans les territoires indigènes. Cette forme de développement, axée sur les dynamiques territoriales et culturelles, permet à la FAOINP de se

¹⁶ Sur les 13 municipalités que compte le Nord Potosí en 2005, 12 ont un indice de développement compris entre 0,340 et 0,460, ce qui les place entre le 291^e (Arampampa) et 326^e (Colquechaca) rang sur les 327 municipalités que compte la Bolivie. Seule la municipalité minière et à majorité urbaine de Llallagua sort du lot avec un indice de 0,626 (90^e position).

démарquer de la vision productiviste du syndicat. Bien souvent cependant, face aux faibles résultats obtenus, ces projets se réorientent vers les coopératives agricoles et les entreprises communautaires comme au syndicat.

Les objectifs de ces organisations sont ainsi les mêmes : le développement des communautés. Des alliances pour le développement régional voient ainsi le jour entre *ayllus* et syndicats au début des années 2000. Au même moment, des actions collectives sont réalisées conjointement, marches et blocages de route principalement, afin de faire entendre leurs revendications. Celles-ci sont dirigées directement contre l'Etat et les « politiques néo-libérales » et s'inscrivent dans le mouvement national de contestation des années 2000-2005. Les réunions communes autour du projet de Nouvelle constitution politique de l'Etat sont une autre preuve de l'unité du monde rural face à certains défis politiques et économiques. Malgré certains rapprochements, les projets régionaux ne voient jamais le jour en raison des luttes corporatistes et politiques opposant les deux organisations. De plus, avec l'arrivée du syndicaliste paysan Evo Morales au pouvoir en 2005, elles sont passées d'une lutte contre l'Etat à une volonté de négociation avec celui-ci, ce qui entraîne de nouvelles formes de compétition. Chacune forme en effet un groupe social de type corporatiste ne luttant plus pour les intérêts économiques et sociaux du monde rural en général, mais pour leur secteur et leur propre organisation. Le but recherché est de conquérir des espaces de pouvoir, par l'obtention de postes dans les institutions privées et publiques, afin de mettre en place leurs propres projets de développement et de conquérir plus de légitimité dans le monde rural.

La recherche menée dans le Nord Potosí nous permet de décrire, à la manière de Jean-Pierre Olivier de Sardan, un « champ du développement » régional où s'opposent des institutions, des langages spécifiques, des idéologies, des compétences et des symboles (Olivier de Sardan, 1995, p. 178). Chaque organisation sociale cherche à tisser son réseau institutionnel en s'appuyant sur les organismes de développement. Cela crée une forte concurrence et un nouveau dualisme entre organisations sociales et ONG dans la « course au développement » menée dans le Nord Potosí.

Le processus décrit dans cette première partie nous montre ainsi une même dynamique de « fusion des intellectuels déracinés et de leurs partisans ruraux » que décrivait Eric Wolf dans son étude sur les mobilisations paysannes (Wolf, 1974). Dans le Nord Potosí, le processus de formation idéologique des deux organisations est en effet impulsé par des intellectuels urbains d'origine rurale. C'est le « paysan moyen » et « libre » des *ayllus* qui se mobilise jusqu'à la réforme agraire contre l'oppression coloniale afin de maintenir sa vie traditionnelle. Le « paysan pauvre » et « sans terre » ne peut quant à lui se mobiliser qu'à partir de 1953, lorsqu'il reçoit le soutien d'un pouvoir extérieur, celui du MNR, mais aussi des mineurs et d'une branche de la paysannerie intégrée au marché. La politisation du monde rural, que nous pouvons définir ici comme la lutte entre organisations sociales pour la légitimité à représenter les campagnes, naît des opportunités d'ascension sociale d'une nouvelle élite (*peones* intégrés au marché, indigènes universitaires), adoptant une identité « paysanne » ou « ethnique » selon les contextes politiques et sous l'influence de facteurs externes (partis politiques, ONG). Le tableau 1 récapitule le processus historique du dualisme organisationnel.

Tableau 1. Processus historique des organisations sociales du Nord Potosí

	Fédération syndicale	FAOINP
Réforme agraire de 1953	Naissance du syndicalisme paysan, coopté par le MNR.	Le syndicalisme ne s'implante pas dans les <i>ayllus</i> de <i>puma</i> , mais ceux-ci se lient au MNR.
Création du centre de formation syndicale de l'IPTK en 1976 avec le MIR	Naissance de la fédération syndicale indépendante en 1979 sous l'impulsion du parti de gauche MIR et de son centre de formation, l'IPTK.	
Retour à la démocratie en 1982	Le syndicalisme appuie l'alliance de gauche au pouvoir.	Le syndicalisme s'implante un peu plus dans les <i>ayllus</i> de <i>puma</i> sous l'influence des mineurs de Llallagua.
Mise en place des politiques de développement contre la pauvreté à partir de la sécheresse de 1983	La Fédération syndicale réalise des accords de coopération avec plusieurs institutions internationales : – Union nationale des institutions de travail de l'action sociale (UNITAS) : elle réunit différentes institutions au niveau national chargées de distribuer l'aide alimentaire en 1983 ; – Radio PioXII : radio catholique basée à Llallagua. Liée à l'UNITAS, elle s'inspire de l'organisation syndicale minière pour impulser la syndicalisation des campagnes à partir de 1983 ; – UNICEF : Le Fonds des Nations unies signe un accord avec la Fédération syndicale pour le développement des infrastructures en éducation et en santé ; – Programme d'autodéveloppement paysan (PAC) : projet de la Communauté économique européenne dans le domaine de la production agricole ; – Vecinos mundiales : cette ONG joue un rôle fondamental dans le Nord de la région en impulsant des cours de formation agricole, politique et catholique.	Le syndicalisme s'implante dans l'ensemble des <i>ayllus</i> de <i>puma</i> à travers les projets de développement et l'aide alimentaire contre la sécheresse. L'organisation des <i>ayllus</i> se maintient cependant de manière parallèle.
Entrée de la Bolivie dans le « néo-libéralisme » en 1985	La Fédération syndicale paysanne perd son allié, la Fédération syndicale des mineurs, avec la fermeture des mines d'Etat à Llallagua.	
Création du centre de formation katariste <i>Centro Marka</i> en 1986	La Fédération syndicale est encadrée par le MBL.	Les <i>ayllus</i> de <i>puma</i> se lient au katarisme et impulsent leurs propres projets de développement avec les ONG kataristes. Ils élaborent leur propre thèse politique avec le Frente social Tomás Katari.

Tableau 1. Processus historique des organisations sociales du Nord Potosí (suite)

	Fédération syndicale	FAOINP
Mises en place des politiques indigénistes à partir de 1994	<p>L'aide au développement se tourne vers la reconnaissance identitaire. Le syndicat perd le contrôle du développement.</p> <p>Au début des années 2000, la Fédération syndicale réalise de nouveaux accords avec des institutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GTZ: la coopération allemande signe avec la Fédération un projet d'union des municipalités du Nord Potosi. Il s'agit actuellement de la plus grande institution privée présente dans la région ; - Centre de recherche et de promotion de la paysannerie (CIPCA): fondé par les jésuites autour de l'anthropologue Xavier Albó en 1970, il s'agit actuellement de la principale institution appuyant la Fédération syndicale sur le thème organique et politique. 	<p>Naissance de la FAOINP en 1993 lors d'un congrès syndical à Sacaca. La branche katariste se détache de la branche liée au parti de gauche MBL.</p> <p>La FAOINP reçoit l'appui de différentes institutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Taller de Historia Oral Andina</i> : il réunit autour de l'anthropologue Silvia Rivera des équipes de recherche dont le but est de valoriser les traditions orales des peuples indigènes afin de les faire revivre et de donner une nouvelle dynamique aux organisations des <i>ayllus</i> ; - OXFAM AMERICA : l'ONG américaine d'aide au développement est l'une des principales sources de financement de la FAOINP à sa naissance ; - IBIS DINAMARKA et <i>The Danish International Development Agency</i> (DANI-DA) : institutions danoises chargées d'appuyer le processus de constitution des TCO et le « développement avec identité » des <i>ayllus</i>.
Victoire d'Evo Morales aux élections présidentielles de 2005	La Fédération syndicale appuie l'élection d'Evo Morales.	La FAOINP appuie l'élection d'Evo Morales.

3. La construction des identités comme forme de représentation politique

L'enquête de terrain a permis d'observer que la division du monde andin repose sur des processus historiques distincts, bien que les autorités syndicales et « originaires » cohabitent dans de nombreuses provinces jusqu'à la naissance de la FAOINP en 1993. Elle repose aussi sur la construction d'une « frontière symbolique » entre les deux organisations. Cette division s'amplifie avec la lutte menée pour la conquête du pouvoir municipal depuis la mise en place de la Loi de participation populaire en 1994. Chaque organisation construit dès lors son propre instrument politique et tisse ses propres alliances afin de s'imposer dans le « champ politique » régional. La légitimité de chacune d'elle passe en effet par la conquête de ses nouveaux espaces de pouvoir afin d'impulser ses projets de développement et de se définir comme la représentante du monde rural.

3.1. La construction des identités organisationnelles

A la fin des années 1990, c'est toute la société bolivienne qui s'inscrit dans un mouvement d'indigénisation. Tout en maintenant un discours « classiste », la Fédération syndicale du

Nord Potosí rajoute à ce moment les termes d'« Originaires » et d'« *Ayllus* » à son sigle, pour constituer aujourd'hui la Fédération unique des travailleurs originaires des *Ayllus* du Nord Potosí. La FAOINP adopte par la suite le nom de *Nación Charka - Qhara Qhara* en référence aux deux anciennes nations du Nord Potosí, afin d'affirmer sa filiation avec la structure précoloniale, et de se distinguer du terme « Fédération » jugé trop « syndical »¹⁷. Elle se démarque ainsi par la construction d'une « frontière symbolique » entre les deux organisations, par la « mise en scène » de l'identité ethnique avec la valorisation des symboles d'autorité (poncho, *chicote* – fouet dont sont dotées les autorités communautaires traditionnelles) et par l'opposition, souvent simpliste, de concepts antagoniques : *ayllu*/syndicat, collectivité/individualisme, terre collective/propriété individuelle, cosmovision andine/colonisation occidentale syndicale, identités territoriales/identités macro-régionales (aymara, quechua). Ces concepts ne sont pas sans rappeler ceux utilisés par les anthropologues et idéologues, ce qui montre un affaiblissement de la frontière entre le champ social et le champ académique. Beaucoup de militants ont en effet aujourd'hui une formation universitaire qu'ils utilisent dans leur construction idéalisée du monde social, en opposant chaque organisation de manière souvent caricaturale. Si les campagnes boliviennes ont connu des processus historiques distincts, chaque communauté maintient ensuite son propre dynamisme. Des communautés agraires organisées en syndicats peuvent ainsi conserver des terres collectives, et des *ayllus* n'avoir que des parcelles privées. L'organisation syndicale repose généralement sur le territoire traditionnel de l'*ayllu* et se revendique comme tel en intégrant parfois les autorités originaires à sa propre structure locale. On parle ainsi aujourd'hui d'« *ayllus* syndiqués ».

Bien que les autorités de la FAOINP se présentent comme « plus indigènes » que leurs adversaires syndicalistes, il n'y a cependant aucune différence entre les deux organisations pour ces derniers : « *Nous avons la même identité car nous avons la même réalité, nous avons la même culture, la même identité, les mêmes coutumes, les mêmes traditions. Il n'y a pas de différence. Ils ont un poncho, rien de plus* ». (Esteban Laura, dirigeant de la Fédération syndicale de 2004 à 2006, leader syndicaliste de l'*ayllu* Chiro)

Álvaro García Linera voit cependant des différences entre *ayllus* et syndicats, le CONAMAQ étant « plus une organisation de consensus et de négociations avec les institutions gouvernementales qu'une structure de mobilisation », comme le serait la CSUTCB. Il y voit également un paradoxe entre une organisation dotée d'une lecture anticoloniale de l'Histoire, mais qui souhaite préserver aujourd'hui les structures d'Etat, face à une organisation, syndicale, née de l'influence coloniale, mais qui souhaite décoloniser l'Etat (García Linera, 2004, p. 331-337). Si cette première affirmation peut être validée, ne serait-ce que par les liens entre les *ayllus* et les ONG, la seconde est pourtant à relativiser aujourd'hui. Le CONAMAQ est lui-même entré dans un processus de radicalisation politique, tout comme la FAOINP, en cherchant à créer une identité des « *ayllus* guerriers du Nord Potosí »¹⁸.

¹⁷ On continuera cependant de l'appeler FAOINP ici, appellation sous laquelle elle reste d'ailleurs aujourd'hui encore plus connue.

¹⁸ Les *ayllus* du Nord Potosí conservent en effet depuis l'empire Inca une image de « guerriers », entretenue aujourd'hui par les combats rituels souvent meurtriers qui se déroulent chaque année dans plusieurs villages, les *tiniku*. La FAOINP a cherché à s'approprier cette image lors de ses mobilisations entre 2000 et 2005.

Si chaque organisation construit son propre discours politique et sa propre identité, le travail de terrain mené dans le Nord Potosí nous montre cependant que le passage de l'une à l'autre ne repose pas forcément sur des divergences idéologiques. Dans l'*ayllu* Chiro de la municipalité de San Pedro de Buena Vista, le processus de reconstitution est impulsé par une élite évangéliste possédant un fort capital économique et scolaire, mais se trouvant écartée du pouvoir politique par les leaders catholiques qui contrôlent le syndicat et les projets de développement grâce à leur formation dans des ONG catholiques et à l'IPTK. Les évangélistes retournent ainsi à la « cosmovision andine », malgré les contradictions avec leur religion, afin de conquérir de nouveaux espaces de pouvoir au sein de la municipalité. Ce processus est expliqué par un leader évangéliste de l'*ayllu* Chiro :

« Cela a commencé pour l'hégémonie des conservateurs qu'il y avait dans la municipalité. Ils faisaient des groupes, ils disaient "cette gestion, je vais faire maire, ensuite ça va être toi, puis à toi", et ainsi ils maniaient la municipalité {...} De là on a dit "on sort, nous ne sommes plus avec vous !" Et là, ils nous ont agressés, ils voulaient nous frapper. Ils nous ont persécutés parce qu'ils étaient la majorité. On s'est réunis et on s'est dit "qu'est-ce que l'on va faire maintenant. On ne va pas rester de côté. Quelle organisation? Comment? Où? Où on va aller nous autre maintenant que l'on est parti? Qu'est ce que l'on fait?" On a pensé à cela. Nous savions qu'il y avait l'organisation syndicale, mais nous savions aussi qu'il y avait l'organisation des ayllus. Et là on s'est dit "appartenons à l'ayllu!" Sans rien savoir de la reconstitution, du projet, mais seulement par émotion, nous sommes allés à Llallagua. Nous avons envoyé un frère pour qu'il aille là-bas et pour qu'il ramène un Mallku pour qu'il nous oriente sur cet aspect organisationnel. »
(Natalio Choque, leader de l'*ayllu* Chiro)

L'*ayllu* Chiro impulse par la suite la reconstitution des autres *ayllus* de la partie de *puna*, ceux qui s'étaient syndiqués à partir de la sécheresse de 1983. La reconstitution de ces *ayllus* ne se fait cependant pas sur la base d'un conflit religieux comme à Chiro. Bien qu'elle puisse reposer sur des conflits entre leaders, elle est aussi une stratégie pour affronter les propriétaires terriens et un moyen de valoriser une identité ethnique dans le contexte national d'indigénisation de la société. D'autres exemples rencontrés dans la région montrent que le changement d'organisation peut se faire également depuis l'*ayllu* vers le syndicat. Il s'inscrit dans ce cas sur la base de conflits de leaders ou de conflits territoriaux. L'intégration à une nouvelle organisation entraîne ensuite un processus de socialisation à l'idéologie de celle-ci. Les leaders évangélistes de Chiro sont ainsi parvenus à articuler l'identité de l'*ayllu* à l'identité religieuse autour de la vision millénariste de ces deux mouvements.

Ce travail de socialisation à l'idéologie de l'*ayllu* commence à la FAOINP et se propage ensuite dans les communautés avec une certaine homogénéisation culturelle. L'identité de l'organisation s'inscrit en effet dans une identité « globale » de l'« indigène », impulsée par les organismes internationaux et les ONG. On note ainsi une formalisation et une codification du « bon sauvage » à travers des critères de « démocratie communautaire », de « consensus », de valorisation des rituels et de la nature (Hufty et Bottazzi, 2007). Un exemple pertinent de cette codification de l'ethnicité par les institutions publiques et privées se trouve dans la reconnaissance homogénéisée des

titres de Terres communautaires d'origine (TCO). Les projets de « développement avec identité » dans les TCO se basent en effet sur l'image romantique des « terres collectives » chez les peuples indigènes. Si cette image existe bien dans le bassin amazonien, les *ayllus* maintiennent cependant une gestion familiale des ressources naturelles, ce qui a entraîné dans la plupart des cas l'échec de ces politiques dans le Nord Potosí. Afin d'épouser ces critères du « bon sauvage », les autorités de la FAOINP reçoivent également des « cours de cosmovision andine », davantage basés cependant sur les concepts des intellectuels indianistes que sur les réalités locales.

On est donc bien face à une « contradiction », au sens d'Anthony Giddens (1987, p. 255), qui se développerait au sein même des Etats-Nations, entre une globalisation favorisant, d'un côté, l'homogénéité culturelle et, de l'autre, le soutien apporté aux revendications identitaires. Cette « ligne de faille » structurelle est à la source de nouveaux conflits. Il ne faut cependant pas voir les « peuples indigènes » comme de simples marionnettes ayant échappé au contrôle du marionnettiste. Depuis les années 1960, les mobilisations à caractères ethniques qui se sont développées dans toute l'Amérique latine sont pour la plupart le fruit d'une auto-identification du monde rural. Ainsi, on se retrouve davantage aujourd'hui dans une forme de dépendance réciproque entre organisations indigènes et ONG que dans une relation proprement asymétrique.

3.2. Ethnicisation du champ politique et politisation des organisations sociales

En 1994, l'Etat promulgue la Loi de participation populaire (LPP) ordonnant la municipalisation du pays. Si cette loi s'inscrit dans un processus de décentralisation, elle permet à l'Etat de s'implanter à travers ses institutions publiques et les partis politiques dans un monde rural jusqu'alors fortement hermétique. Dans le Nord Potosí, treize municipalités sont créées. Les ressources économiques sont décentralisées au niveau de celles-ci qui se convertissent dès lors en organes majeurs du développement local. Cette décentralisation est perçue par les organisations rurales comme une perte d'autonomie et un nouveau « colonialisme interne » favorisant les partis politiques aux formes de démocratie communautaire. Elles se lancent cependant dans le jeu électoral avec les victoires que l'on sait par la suite.

A partir de 2004, la politisation de la région connaît un nouveau dynamisme avec l'application de la Loi n° 2771 d'association citoyenne et peuples indigènes, qui permet aux organisations sociales de construire leur propre instrument politique. Sous l'impulsion des anciens leaders kataristes, La FAOINP construit le Mouvement des *Ayllus* et Peuples indigènes du *Qollasuyu* (MAPIQ). De son côté, la Fédération syndicale crée le Mouvement originaire populaire (MOP) en tant qu'« association citoyenne », et non comme « Peuple indigène », ce qui montre une ouverture vers les autres secteurs sociaux de la région.

A ces instruments politiques, un parti, issu du même secteur rural de la population, prend de l'importance au niveau national et dans le Nord Potosí, il s'agit du Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales. Ce parti naît en 1995 dans le département de Cochabamba auprès des producteurs de la feuille de coca dont Evo Morales est le responsable syndical. Malgré son appartenance à la CSUTCB, le futur

président de la république devient au fil des années le « représentant des mouvements sociaux », sans distinction organisationnelle, en élaborant un discours qui articule différents courants idéologiques : marxisme, indianisme, nationalisme, productivisme. Dès les élections municipales de 1999, soit avant la naissance du MAPIQ et du MOP, ce parti s'implante dans certaines municipalités du Nord Potosí. A partir de stratégies d'« infiltration », pour reprendre le terme d'un partisan du MAS, et la construction de réseaux clientélistes, il parvient à conquérir les organisations sociales de la région, mais aussi l'ensemble du pays lors de l'élection présidentielle de 2005. Dans une logique on ne peut plus corporatiste, chaque organisation se partage aujourd'hui les postes politiques à pourvoir au sein du MAS. Les cadres du parti sont souvent des dirigeants des organisations autrefois liés aux partis de gauche. Cette conquête des organisations sociales par le MAS conduit de leur côté certains cadres du MAPIQ (en 2005) et du MOP (en 2009) à réaliser des alliances avec des partis de la droite, perdant de ce fait tout appui de leur base, c'est-à-dire des affiliés de leurs organisations. Ces alliances marquent la rupture définitive des organisations sociales avec leurs partis « organiques ».

Malgré ses liens étroits avec le MAS, la FAOINP connaît une tension idéologique entre sa vision indianiste et le parti syndicaliste d'Evo Morales. Cette tension se retrouve dès l'alliance passée en 2002, comme l'explique le député du MAS de l'époque, Aurelio Ambrossio : « *Evo ne savait pas ce qu'était l'ayllu. Quand j'étais au parlement, lui aussi était député, on a été collègues. Je parlais de l'indigène, mais lui il ne connaissait pas bien. Et de là, j'ai fondé un Bloc Indigène Indépendant dans le parlement. Et là aussi, Evo s'est énervé "tu ne peux pas diviser". Mais mon intention n'était pas de diviser, mais de continuer avec cette vision pour que le pays sache ce qu'était le mouvement indigène* » (Aurelio Ambrossio, *Mallku* de la FAOINP de 1999 à 2001 et député du MAS de 2002 à 2005).

La FAOINP est aujourd'hui entrée dans une stratégie d'« alliance » avec le MAS mais pas d'« affiliation », comme l'explique l'autorité maximale de cette organisation en 2009-2011 : « *Nous ne nous sommes pas affiliés au MAS, à aucun parti politique. Notre projet politique est la reconstitution, la Mère-Nature, protéger notre Pachamama, exercer notre justice. Nous pouvons nous prononcer facilement contre le gouvernement. Nous appuyons les choses qu'il fait bien, mais nous nous mobilisons pour les mauvaises choses. Par exemple, le thème de l'augmentation du prix de l'essence. Parce que l'organisation syndicale appuie toujours le gouvernement, ce n'est pas bien. Parce que la Fédération syndicale est affiliée au gouvernement, mais nous, nous ne voulons pas nous affilier à un parti politique* » (Adelio Quino Aya, *Kurak Mallku* de la FAOINP durant la gestion 2009-2011).

Si la FAOINP adopte un discours parfois radical contre le MAS, autant pour son idéologie jugée insuffisamment indianiste que pour certains abus du parti lors d'élections, la volonté reste cependant d'appuyer le processus impulsé par Evo Morales et, surtout, de ne pas rompre avec le parti au pouvoir afin d'intégrer l'appareil d'Etat et d'obtenir un maximum de bénéfices corporatistes (des projets de loi, des subventions).

La Fédération syndicale, de son côté, est entrée dans un constant processus d'appui au gouvernement. Affiliée à l'organisation nationale CSUTCB comme Evo Morales, elle considère aujourd'hui le MAS comme son instrument « organique ». C'est elle aussi qui obtient à chaque élection les plus hauts postes attribués par le parti dans la région. Fidèle au gouvernement, elle a soutenu l'augmentation du prix de l'essence impulsée par le MAS en décembre 2010 alors que la grande majorité des communautés rurales

critiquait cette politique. Lors d'une marche de protestation organisée par la FAOINP, les *ayllus* se sont violemment attaqués au siège de la Fédération syndicale à Llallagua en l'accusant de trahir la cause indigène.

3.3. Conflits de leaders et redéfinition du champ politique dans le Nord Potosí

Si le MAS se construit une légitimité au niveau national en tant que « représentant des mouvements sociaux », il rentre cependant à plusieurs reprises dans une logique « partisane », reproduisant de ce fait la politique des partis dits « traditionnels »¹⁹. C'est le cas lors des élections municipales de 2004 où malgré l'alliance du MAS avec l'organisation syndicale, le parti impose ses représentants dans plusieurs municipalités. Le syndicat paysan se voit dès lors contraint de chercher d'autres alliances afin impulser ses candidats « organiques », c'est-à-dire nommés directement par l'organisation. Dans plusieurs municipalités, les candidats « massistes » sont battus par les concurrents organiques, ce qui montre une certaine autonomie de ces municipalités vis-à-vis du parti d'Evo Morales, du moins pour les élections locales (tableau 2).

Malgré les victoires électorales des organisations paysannes-indigènes en 2004 dans douze des treize municipalités que compte la région, certains gouvernements municipaux se retrouvent en situation d'« in-gouvernabilité » en raison des luttes corporatistes internes entre le MAS, le syndicat et les *ayllus*. Une nouvelle fois, le cas de la municipalité de San Pedro de Buena Vista permet d'illustrer notre propos. Elle est considérée comme le village colonial « le plus raciste du Nord Potosí ». C'est dans cette municipalité que les propriétaires terriens ont maintenu leur pouvoir avec le plus de vigueur en intégrant l'organisation syndicale et le MAS. Il s'agit là d'une stratégie déjà employée par certains groupes de l'élite métisse lors de la période post-révolutionnaire du MNR dans les années 1950 et 1960. C'est aussi ici qu'a eu lieu le conflit le plus violent entre le syndicat et les *ayllus*. Lors des élections municipales de 2004, le syndicat obtient la victoire à la suite d'une alliance avec le MAS. Le maire élu est Silvestre Ojeda, un fils de propriétaire terrien ayant intégré l'organisation syndicale. Les *ayllus*, avec à leur tête Chiro, obtiennent quant à eux deux mandats de conseillers municipaux avec le MAPIQ. Silvestre Ojeda se présente par la suite aux élections législatives de 2005 et devient député de la circonscription. Les tensions entre l'organisation syndicale et l'organisation des *ayllus* se font plus fortes à partir de 2007. Exclues des politiques de développement, les *ayllus* attaquent à la dynamite un congrès syndical. Le nouveau maire est séquestré. De nombreuses bagarres éclatent lors de fêtes. Ces conflits font ressurgir le discours raciste sur l'« incapacité » des indigènes à faire de la politique. Les organisations sociales adoptent alors une nouvelle stratégie lors des élections municipales de 2010 : chercher l'alliance des deux organisations comme l'explique un *Mallku* de la FAOINP, Feliciano Gabriel Paysara :

« A San Pedro de Buena Vista, c'est historique ce que l'on a fait. J'ai travaillé comme jamais pour cela. Il n'y avait jamais eu de consensus, d'élections démocratiques parce qu'avant elles étaient manipulées par une

¹⁹ La dénomination « partis traditionnels », apparue avec la délégitimation du système politique partisan en Bolivie, fait référence aux anciens partis politiques, face aux nouveaux, dont le MAS, qui se déclarent issus directement des bases sociales.

personne, un groupe. Ainsi, bureaucratiquement, ils élaient leurs parrains, leurs fils. Mais maintenant, comme ayllus, nous voulons le changement. Pour cela, nous avons travaillé une alliance de toutes les organisations au niveau de la municipalité pour élire qui va être le maire. Nous avons travaillé beaucoup et nous sommes parvenus au consensus pour que gagne Martin Condori avec le MAS. Il a cet appui, cette confiance. Mais il y a toujours un autre groupe, il était conformé par le MOP, ils n'étaient pas d'accord. Pour cela, il y avait deux partis politiques (...) Mais, dans le MOP, certains syndicalistes sont manipulés par des propriétaires terriens, ils ont appuyé Nabor Rodríguez qui est l'actuel conseiller » (Feliciano Gabriel Paysara, Mallku de la FAOINP en 2009-2011)

L'alliance permet ainsi de se réapproprier le MAS, en écartant les anciens cadres du parti liés au monde métis, et d'élire le leader des *ayllus*, Martin Condori, ex-Mallku de l'organisation nationale du CONAMAQ. Les propriétaires terriens et les anciens cadres du MAS se lient, quant à eux, au MOP et l'un de ses fondateurs, Nabor Rodríguez. Ils obtiennent deux conseillers. Malgré l'alliance passée en 2009 par son parti avec un parti de la droite, Nabor Rodríguez justifie sa candidature avec le MOP par le côté « organique » de l'instrument face au « monstre » que représente le MAS :

« Pour faire l'alliance, on a pensé que le secteur paysan agricole aurait pu travailler ensemble. Mais au final cela n'a pas été possible. Ils n'ont pas donné de valeurs suffisantes à leur instrument politique. S'ils ont fait naître une organisation politique, ce n'est pas pour la rejeter et ne pas s'en servir. De l'autre côté, il y avait un monstre qui a le pouvoir politique au niveau national. Nous parlons du MAS et de toute sa structure. Une partie des groupes citoyens ou peuples indigènes ne savaient pas s'ils pouvaient affronter un monstre. Ils se sont rendus compte qu'il y avait un monstre et ils ont pensé qu'il n'y aurait pas de résultat et ils sont partis » (Nabor Rodríguez, l'un des fondateurs du MOP)

En 2010, l'alliance passée entre les organisations sociales à San Pedro de Buena Vista se répète dans de nombreuses municipalités (cf. tableau 2). Sur les 14 municipalités²⁰ du Nord Potosí, le MAS en gagne 12. Il ne perd que les municipalités de Llallagua et Uncia, où il a imposé ses propres partisans, au profit du Mouvement Sans Peur (MSM) qui a su rassembler de manière organique les exclus et déçus du MAS.

La participation du MOP aux élections à San Pedro de Buena Vista montre que, malgré l'hégémonie du MAS au niveau national, certains leaders des organisations sociales rompent avec le pouvoir central. Si la plupart des cadres du MAS sont d'anciens partisans des partis de la gauche, mais aussi ceux des instruments « organiques » du MOP et du MAPIQ, ses principaux opposants sont quant à eux d'anciens « massistes » ayant été éjectés du parti, ainsi que les fondateurs historiques de ces instruments organiques.

²⁰ On note la présence d'une municipalité supplémentaire par rapport aux élections de 2004. Il s'agit de Chiquihuta qui s'est séparée pour des conflits politiques de la municipalité de Uncia.

Tableau 2. Les élections municipales de 2004 et 2010 dans le Nord Potosi

Municipalités	Election municipale de 2004	Election municipale de 2010
SACACA	Victoire du syndicat avec le Mouvement indigène Pachakuti (MIP) face aux « partisans » imposés par le MAS et aux candidats des <i>ayllus</i> liés au MAPIQ.	Victoire de l'alliance impulsée par les jeunes entre les <i>ayllus</i> et le syndicat avec le MAS. Certains leaders des deux organisations candidaient avec le MOP. Ils obtiennent un conseiller.
SAN PEDRO DE BUENA VISTA	Le syndicat gagne les élections avec le MAS. Le maire est cependant un fils de propriétaire terrien. Les <i>ayllus</i> obtiennent deux conseillers avec le MAPIQ.	Victoire de l'alliance entre les <i>ayllus</i> et le syndicat avec le MAS. Certains leaders du syndicat se lient avec les propriétaires terriens avec le MOP. Ils obtiennent deux conseillers.
UNCIA	Victoire des <i>ayllus</i> avec le MAPIQ. Certains leaders des <i>ayllus</i> vont avec le MAS et obtiennent deux conseillers.	Le MSM gagne les élections en réunissant une partie des <i>ayllus</i> et le monde urbain qui critique l'autoritarisme local du MAS. Une autre partie des <i>ayllus</i> s'associent au MAS. Forte division.
LLALLAGUA	Victoire du MAS qui unit les mineurs et les <i>ayllus</i> . Le maire provient de l'organisation des mineurs.	Victoire du MSM qui unit une partie du monde urbain et des <i>ayllus</i> . Forte critique contre l'autoritarisme du MAS.
POCOATA	Victoire du syndicat avec un parti traditionnel contre l'imposition des « partisans » du MAS et les candidats des <i>ayllus</i> avec le MAPIQ. Forts conflits politiques durant toute la gestion.	Alliance et victoire des syndicats et des <i>ayllus</i> avec le MAS. Certains leaders du syndicat vont avec le MOP. Certains leaders des <i>ayllus</i> vont avec l'AS.
OCURI	Malgré une alliance entre le MAS et le syndicat, le MAS impulse ses candidats « partisans » contre les candidats organiques du syndicat. Le MAS parvient cependant à l'emporter. La FAOINP n'a pas de représentation politique dans cette municipalité.	Victoire du syndicat paysan avec le MAS.
COLQUECHACA	Malgré une alliance entre le MAS et le syndicat, le MAS impulse ses candidats « partisans » contre les candidats organiques du syndicat. Le MAS parvient cependant à l'emporter. La FAOINP n'a pas de représentation politique dans cette municipalité.	Victoire du syndicat paysan avec le MAS.

S'étant opposés au MAS durant leur carrière politique afin de privilégier le MOP ou le MAPIQ, ces derniers se retrouvent aujourd'hui écartés de ce parti et n'ont d'autre recours que de se lier à de nouveaux secteurs de la population lorsque leurs organisations sociales s'allient au MAS (tableau 3). S'ils continuent de se définir comme candidats « organiques », leur base électorale se compose en majorité des populations urbaines ou des mineurs, c'est-à-dire des populations se sentant marginalisées face au parti « indigène » du MAS. Afin de conquérir cette population, ils se revendiquent

Tableau 3. Trajectoires de dirigeants historiques des organisations sociales

Dirigeants	Responsabilités	Formation	Participation politique
Marcelino González	Fondateur de la FAOINP	<i>Centro Marka</i> (katariste)	<ul style="list-style-type: none"> – un des fondateurs de la FAOINP, puis du MAPIQ – écarté de la FAOINP en 2004 – candidat au poste de député pour l'Alliance sociale (AS) en 2009 – élu conseiller municipal à Chayanta en 2010 pour l'AS avec l'appui des mineurs de la population urbaine contre l'autonomie indigène
Aurelio Ambrossio	Ancien <i>Mallku</i> de la FAOINP	<i>Centro Marka</i> (katariste)	<ul style="list-style-type: none"> – élu député pour le MAS en 2005. Il fonde le Bloc Indigène Indépendant pour protester contre l'exclusion dont sont victimes les ayllus au sein du parti – il appuie le Mouvement Sans Peur (MSM) lors des élections municipales de 2010 à Uncia
Félix Vásquez	Dirigeant historique de la Fédération syndicale de 1987 à 1995	IPTK, lié au syndicalisme et au MBL	<ul style="list-style-type: none"> – élu député avec le MBL en 1996 – élu sénateur avec le MAS en 2002 – élu député à l'Assemblée constituante avec le MOP en 2006
Eduardo Revollo	<ul style="list-style-type: none"> – Dirigeant de la Fédération syndicale de 2000 à 2005. – L'un des fondateurs du MOP. Responsable du bureau politique du MOP à partir de 2007. 	Mineur, il se forme avec le syndicalisme ouvrier de Llallagua	<ul style="list-style-type: none"> – il se lie à différents partis de la gauche à partir des années 1970 : MNRI, ELN, MBL – proche du courant indianiste de Felipe Quispe à la fin des années 1990 – candidat au poste de sénateur en 2009 en passant une alliance entre le MOP et un parti de droite

tous contre l'autonomie indigène reconnue par la Nouvelle constitution politique de l'Etat²¹ de 2009, alors même que certains, comme Marcelino González, la défendaient auparavant. L'ancienne élite urbaine profite de son côté de cette alliance avec des « candidats organiques » pour rompre avec les partis « traditionnels » et intégrer le changement social que connaît la Bolivie.

Leaders de l'opposition dans les années 1985-2000 contre les partis de la droite, ils sont aujourd'hui parmi les principaux cadres de l'opposition au MAS. Les anciens dirigeants du MAPIQ trouvent refuge dans des partis alternatifs de gauche, souvent bien moins indianistes que le MAS. Quant à ceux du MOP, ils se maintiennent majoritairement au sein de cet instrument, proche idéologiquement du MAS, comme l'explique Félix Vásquez, député du MOP pour l'Assemblée constituante : « *Durant l'Assemblée constituante, on était d'accord avec le MAS. Mais moi je n'étais pas d'accord avec*

²¹ Lors de son arrivée au pouvoir en 2005, le MAS avait comme programme principal la réalisation d'une Nouvelle Constitution Politique de l'Etat. En 2006, des élections des députés à l'Assemblée Constituante sont réalisées afin de mettre en place la nouvelle constitution.

certaines choses que le MAS a faites. Imposer d'en haut les députés, tergiverser sur les décisions, manipuler ses députés, et empêcher que l'Assemblée se fasse sur une discussion naturelle. Ils ont enlevé leur responsabilité historique aux députés » (Félix Vásquez, dirigeant historique de la Fédération syndicale de 1987 à 1995).

Ces anciens cadres parviennent à conquérir des espaces de pouvoir lors des élections municipales. Leur projet de conquête des espaces nationaux sur la base de leur passé « organique » ne fonctionne cependant pas face à l'hégémonie dont bénéficie pour le moment le MAS au niveau national.

3.4. L'autonomie indigène : tentative de dépassement du politique ?

L'Autonomie indigène originaire paysanne (AIOC), reconnue dans la nouvelle constitution, propose d'organiser les municipalités selon les « us et coutumes » des organisations indigènes. Elle s'avère ainsi être une alternative permettant de dépasser la tension entre l'« organique » et le « politique ». Le 6 décembre 2009, la municipalité de Chayanta a organisé, avec onze autres municipalités dans toute la Bolivie, un référendum sur l'entrée dans le régime de l'AIOC. Si 98 % de sa population se considère comme indigène, plusieurs secteurs accusent pourtant les autorités traditionnelles des deux *ayllus* et la FAOINP d'avoir forcé la réalisation de ce référendum sans avoir consulté les bases sociales. Ces tensions s'expliquent par les intérêts divergents des différents secteurs de la population. La municipalité de Chayanta compte en effet un centre minier à Amayapampa, opposé à ce processus de crainte de perdre le contrôle des ressources naturelles, bien que les richesses du sous-sol restent propriété de l'Etat. Le leader des mineurs est un ancien maire de Chayanta, aujourd'hui lié au MOP. La population urbaine (Chayanta et Aymaya) s'interroge quant à elle sur son intégration à l'AIOC alors qu'elle ne pratique pas les « us et coutumes » des *ayllus*. Les conseillers, pour la majorité issus des *ayllus*, sont quant à eux rentrés dans une logique partisane : la conseillère du MAS est restée fidèle à son parti, tandis que les deux conseillers du MAPIQ sont liés à l'Alliance sociale (AS), le parti du maire de Potosí, René Joaquino. L'une des conseillères est une ancienne katariste originaire de la communauté de Copana d'où vient Marcelino González. Les deux derniers conseillers, issus des populations urbaines, liés au parti de droite Union nationale (UN), sont opposés à tout processus d'autonomie. Ce rejet de l'AIOC peut s'expliquer par le fait que l'organisation selon les « us et coutumes » ferait perdre aux conseillers leur capital symbolique conquis par leurs charges politiques. Du gouvernement municipal, seul le maire, du MAPIQ, soutient ce processus. L'un des deux *ayllus* de la municipalité, l'*ayllu* Panakachi, d'où est originaire Marcelino González et où ce dernier maintient un fort *leadership*, est lui-même divisé sur cette question.

Les militants les plus actifs pour l'autonomie indigène sont les autorités originaires, des leaders ayant travaillé comme facilitateurs pour la coopération danoise DANIDA à la formation des Terres communautaires d'origine (TCO), ainsi que des jeunes originaires de la municipalité et issus du Conseil des étudiants et jeunes de la Nation originaire *Charka-Qbaraghara* (CEJNOCQ). Cette organisation, née en 2002, rassemble les jeunes des *ayllus* bénéficiant d'une bourse à l'université « SIGLOXX », à la suite d'un accord entre celle-ci et la FAOINP. L'AIOC est pour eux à la fois une critique de la politique « traditionnelle » et une alternative permettant de dépasser les

conflits partisans afin de réinventer une nouvelle forme de démocratie, communautaire et directe. La plupart a reçu une formation en *leadership* auprès d'ONG où ils se sont imprégnés du discours politique et développementaliste du MAS, non sans une certaine forme d'homogénéisation dans le discours. Cela leur permet aujourd'hui de dépasser certains conflits entre organisations au nom d'une vision commune du futur. Ces jeunes ont ainsi un fort capital scolaire (université), « technique » (avec les ONG), ainsi qu'un capital « organique » par leur grande connaissance de l'organisation des *ayllus*, lié cependant plus au monde académique qu'à leur expérience du *thakbi*. Ayant étudié les lois et la nouvelle constitution, ce sont eux qui promeuvent la possible modification de la structure municipale.

Le thème de l'Autonomie indigène révèle les tensions persistantes dans la région du Nord Potosí entre les différents secteurs du monde rural. Si le vote en faveur de l'AIOC l'emporte, c'est avec un résultat inférieur à celui espéré, seulement 60 % d'approbation²². Ce résultat permet surtout de lire l'ethnisation des organisations sociales comme une stratégie de conquête du pouvoir face aux autres secteurs sociaux. Les dynamiques de pouvoir s'y maintiennent dans les territoires indigènes, où les capitaux « ethnique », scolaire et « technique » deviennent un outil pour les marginalisés du pouvoir afin d'accéder au contrôle du développement local, grâce à une forte vocation productive de l'AIOC²³. Ces capitaux se convertissent dès lors en capital politique pour l'accès au pouvoir au sein de l'Autonomie indigène.

Le thème de l'Autonomie indigène met aussi au jour les tensions persistantes entre les différents secteurs du monde rural. Elles peuvent être entre catégories sociales (paysans/mineurs, indigènes/métis), générationnelles, territoriales ou encore entre les autorités rurales pour le contrôle du pouvoir. Chaque groupe est aujourd'hui entré dans une lutte corporatiste pour défendre son organisation et ses intérêts collectifs, mais aussi les intérêts personnels de ses dirigeants à travers la construction de réseaux clientélistes. Si ces tensions apparaissent aujourd'hui au niveau politique, il y a cependant fort à parier qu'elles se reproduiront, sous une autre forme, dans une autonomie indigène dépolitisée.

4. Conclusion

La Fédération syndicale et la FAOINP sont entrées dans un fort processus de politisation visant la conquête des ressources économiques des municipalités. Le conflit entre les deux organisations naît d'une division à la fois historique et sociale de la paysannerie, influencée par certaines élites et par le contexte national. Notre enquête de terrain a montré que dans beaucoup de cas cependant, cette division apparaît artificielle, tant les communautés peuvent passer de l'une à l'autre selon les possibilités d'accès au développement. Pour les organisations, de base ou non, l'objectif majeur aujourd'hui est d'intégrer l'appareil d'Etat grâce à un apprentissage politique toujours plus poussé.

²² Le vote contre l'AIOC l'emporte à Chayanta, Aymaya, Amayapampa, Copana (fief de Marcelino González).

²³ Cette vocation productiviste apparaît bien dans l'étude de l'AIOC réalisée par Gonzalo Colque (2009, p. 104).

Ces organisations agissent comme des groupes d'intérêts cherchant à mettre en place des projets de développement pour leur base, en excluant bien souvent de ceux-ci les autres communautés et secteurs sociaux. Leurs visions politiques du développement sont cependant différentes, l'une étant liée à la dynamique territoriale ethnique, l'autre soutenant l'agriculture parcellaire, bien que la construction d'associations productivistes reste l'objectif primordial dans les deux cas. Chacune a créé son propre groupe social qui ne lutte plus uniquement pour l'intérêt général du monde rural, mais aussi pour sa propre organisation. Les partis alternatifs au MAS n'ont d'autres choix que de jouer la carte de l'« organique » pour exister politiquement, une tactique cependant peu payante pour l'instant, du moins au niveau national, face à l'hégémonie dont dispose le parti d'Evo Morales.

Que ce soit aussi bien les conflits entre urbains et ruraux, entre *ayllus*, entre *puna* et vallée, ou encore entre leaders, tous sont profondément ancrés historiquement dans la région. S'ils se sont amplifiés depuis la réforme agraire avec le nouveau contexte national ; ils se sont ensuite politisés avec la Loi de participation populaire. La première génération de militants syndicaux indépendants des années 1980 est restée attachée à une forme traditionnelle de la politique. La lutte partisane reste pour eux la principale voie d'accès au pouvoir et au développement. Pour cette raison, ce sont eux qui impulsent la création tant du MAPIQ que du MOP. L'arrivée du MAS a entraîné une reconfiguration du champ politique du Nord Potosí, ouvrant l'accès à de nouvelles opportunités d'accès au pouvoir. La grande majorité des autorités syndicales, la plupart ayant une forte expérience politique, se lient au MAS. Seule une très faible minorité, pour la plupart les créateurs du MOP, reste attachée à cet instrument, tout comme les leaders historiques kataristes de la FAOINP qui cherchent à maintenir leur influence politique avec le MAPIQ, puis au sein de partis alternatifs. A cette dynamique s'ajoute la « traditionnelle » stratégie des élites urbaines qui utilisent le MAS comme elles l'avaient fait cinquante ans auparavant avec le MNR, afin de conserver leur pouvoir. On note aussi l'émergence d'une nouvelle génération de militants, issue des organisations de jeunes notamment, et qui possède un fort « capital militant » (Matonti et Poupeau, 2004) acquis à la fois au sein des organisations sociales, dans les universités et les ONG. Ces jeunes soutiennent fortement le MAS et le « processus de changement », mais restent cependant très critiques envers la politisation des organisations, bien que la lutte politique leur semble primordiale. Ce « processus de changement » se définit selon eux à la fois par la démocratisation du champ politique, marquée par la fin des partis dits « traditionnels » et l'impulsion des candidats « organiques », ainsi que par le discours développementaliste du gouvernement. Conditionnés par ce discours au sein des ONG, ces jeunes impulsent le plus souvent les rapprochements entre *ayllus* et syndicats afin de privilégier le développement des communautés. Cette dynamique entraîne ainsi l'émergence de nouveaux capitaux (scolaire, technique, militant) qui se convertissent en capital politique, indispensables aujourd'hui pour occuper des charges organisationnelles ou pour postuler sur une liste électorale.

Comme dans le reste de la Bolivie, le Nord Potosí connaît en effet une forte délégitimation, non seulement des partis « traditionnels », mais aussi de la politique en général. La FAOINP fait ainsi face à une tension permanente entre son « processus de reconstitution des *ayllus* » et l'adoption de formes modernes d'élection la renvoyant

toujours plus vers les formes « syndicales » de lutte politique. Pour ces raisons, l'AIOC paraît aujourd'hui comme une alternative pour dépasser la politisation croissante des leaders et des organisations sociales. Cette volonté de dépolitisation cache mal cependant de réelles « ambitions » de conquête du pouvoir. Il ne s'agit ainsi ni plus ni moins que d'une nouvelle forme de représentation politique dont le but reste le contrôle de la gestion des ressources économiques et naturelles. Le principal défi de l'AIOC sera ainsi de parvenir à intégrer les différents secteurs sociaux, sans engendrer les tensions rencontrées depuis la mise en place de la Loi de participation populaire.

L'ethnisation et la politisation des organisations sociales sont des stratégies dans la conquête de la représentation politique et dans la « course au développement ». Que l'organisation repose sur une identité « ethnique » ou « paysanne », c'est aujourd'hui cette vision développementaliste qui permet l'union du monde rural au sein du MAS, et qui devra assurément être le point de départ pour dépasser le conflit organisationnel dans le Nord Potosí.

Bibliographie

- Bourdieu P. (1994) *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 256 p.
- Calla Ortega R. (1993) Hallu hayllista huti. Identificación étnica y procesos políticos en Bolivia, in: *Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos*, Adrianzen A., Adrianzâen A. (eds), Lima, Institut français des Etudes andines et Instituto de Estudios Peruanos, 57-81.
- Colque G. (2009) *Autonomías indígenas en las Tierras Altas*, La Paz, Fundación Tierra, 140 p.
- García Linera Á. (coord.) (2004) *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia*, La Paz, Diakonia, Oxfam, Plural, 688 p.
- Giddens A. (1987) *La constitution de la société*, Paris, Presses universitaires de France, 474 p.
- Gordillo J.M. (2000) *Campesinos revolucionarios en Bolivia. Identidad, territorio y sexualidad en el Valle Alto de Cochabamba, 1952-1964*, La Paz, PROMEC, Plural Ediciones, Universidad de la Cordillera, 281 p.
- Gros C. (2002) Ethnicité et citoyenneté : questions en suspens, in: *Amérique latine 2002*, Couffignal G. (dir.), Paris, La Documentation française, 55-70
- Harris O. (1987) *Economía étnica*, La Paz, Instituto de Historia Social Boliviana, 114 p.
- Harris O., Albó X. (1984) *Monteras y guardatojos. Campesinos y mineros en el Norte Potosí*, La Paz, Centro de Investigación y de Promoción del Campesinado, Cuaderno de Investigación 26, 89 p.
- Hufty M., Bottazzi P. (2007) Pueblos autóctonos, ciudadanía y gobernanza ambientalista en América Latina : el caso de las Tierras Bajas de Bolivia, in: *Movimientos*

sociales y ciudadanía, De La Fuente M., Hufty M. (eds), La Paz, Plural, Institut universitaire d'études du développement/National Centres of Competence in Research, 177-212.

- Le Bot Y. (1994) *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala, 291 p.
- Matonti F., Poupeau F. (2004-2005) Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 155, 5-12.
- Murra J. (1975) *Formaciones económicas y políticas del Mundo Andino*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 339 p.
- Olivier de Sardan J.-P. (1995) *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221 p.
- Platt T. (1999) *La persistancia de los ayllus en el Norte de Potosí. De la invasión europea a la república de Bolivia*, La Paz, Fundación Dialogo, 53 p.
- Platt T. (1982) *Estado boliviano y ayllu andino. Tierra y tributo en el Norte Potosí*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 197 p.
- Poutignat P., Streiff-Fenart J. (1995) *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 270 p.
- Rasnake R. (1985) *Autoridad y poder en los Andes. Los Kuraqkuna de Yura*, La Paz, Instituto de Historia Social Boliviana, 282 p.
- Rivera Cusicanqui S. (1992) *Ayllus y proyectos de desarrollo en el Norte de Potosí*, La Paz, Aruwiwiri, 195 p.
- Wolf E. (1974) *Les guerres paysannes au 20^e siècle*, Paris, Maspero, 310 p.